

Dr. Karim Bitar

Directeur de Recherche à l'Institut des Relations Internationales et de la Stratégie de Paris (IRIS)

Je souhaiterais remercier la Maison du Futur de toujours organiser des conférences passionnantes ici à Bickfaya, avec le souvenir il ya deux ans d'un débat très stimulant sur les guerres par procuration qui se déroulaient en Syrie. Je suis également impressionné par la qualité des débats des deux panels précédents. Je voudrais remercier également la fondation Konrad Adenauer pour son professionnalisme, tout en me souvenant d'une conférence organisée il y a deux ans, conjointement avec l'Université Saint Joseph sur le terrorisme.

Président Gemayel a soulevé que la Maison du Futur traite, dès sa fondation, de la souveraineté et de la bonne gouvernance. Je pense que les événements des quatre dernières années ont montré que ces deux notions sont véritablement indissociables, que l'avenir du pays dépend de ce partenariat, lutte pour la souveraineté et lutte pour la bonne gouvernance.

L'oligarchie politico-financière

Beaucoup de gens ont la vocation de vouloir se focaliser exclusivement sur les malversations de l'oligarchie financière, d'autres sur la question des armes du Hizbollah. Je pense que ces deux problèmes sont intrinsèquement liés. Historiquement, ce sont la mauvaise gouvernance et notre incapacité à édifier un État qui ont ouvert la voie à toutes les immixtions et interférences étrangères, et a contrario les abandons successifs de souveraineté ont permis à des acteurs non étatiques de devenir aussi puissants qu'ils ne le sont.

Notre devoir moral et notre responsabilité consistent à lutter contre

cette oligarchie politico-financière et contre tous ceux qui grignotent jour après jour notre souveraineté. On a déjà parlé de l'opacité de la banque centrale pendant ces vingt dernières années. Comme dit Louis Aragon, le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard. C'est vrai dans notre vie personnelle, quand on arrive à un certain degré de stabilité émotionnelle, qu'on commence à apprendre à vivre, c'est généralement là qu'on finit par tomber malade et on n'a plus beaucoup de temps à vivre. Au Liban, on a perdu énormément de temps et d'occasions. Toute notre gouvernance est à reconsidérer sur la base de bonnes pratiques internationales. La France a promulgué en 2001 ce qu'on appelle la « LOLF », loi organique relative aux lois de finance. Constitution financière révolutionnaire, elle impose à toutes les autorités de l'État un budget transparent et complet, ce qui permet d'avoir une vision précise de toute la politique publique et toutes les dépenses de l'État. Dans les détails, les administrations se trouvent contraintes d'expliquer comment elles prévoient utiliser les crédits dès le premier euro. On parle de justification du premier euro. Cette loi organique propose en outre un budget qui a accès sur la performance, chose qui nous manque au Liban. Il faudrait rendre hommage à Maurice Gemayel qui a été un des premiers à se projeter dans le temps.

Le communautarisme libanais

Je rejoins tous ceux qui considèrent que la modernité impose de sortir du secret bancaire, régime abusivement utilisé par tous ceux qui rechignent à la transparence. Si on réfléchit donc en terme de réforme structurelle, nous sommes face à une oligarchie qui cherche à socialiser ses pertes après avoir privatisé ses profits pendant une trentaine d'années. Cette oligarchie est aidée par les failles du système, par le communautarisme libanais, par un système regroupant des hommes politiques des deux bords. Un

penseur américain du 19e siècle, disait : l'ultra nationalisme c'est le refuge des gredins, des gens sans morale. Quand quelqu'un se trouve dans une position politique difficile, il va déclencher une guerre, mobiliser l'opinion publique contre un ennemi extérieur. Au Liban, on a le sentiment que c'est le communautarisme qui est devenu le dernier refuge des gredins. Ce système communautaire empêche la redevabilité et la reddition des comptes. J'ai avoué très franchement au Patriarche maronite ma déception quant il s'est précipité à la rescousse de Mr. Ryad Salamé simplement parce qu'il est maronite. À ce que je sache, Mr. Salamé n'a pas mis en place ses politiques publiques parce qu'il était inspiré par la doctrine sociale de l'Église maronite. Il était en train de protéger des intérêts privés. Il est donc impératif de briser cette idée selon laquelle il faut se précipiter à la rescousse de qui que ce soit de notre communauté, dès lors qu'il est accusé. Là, je salue Samy Gemayel lorsqu'on lui reprochait de ne pas soutenir le compromis présidentiel au motif que le parti était historiquement toujours du côté du Président. Il a bien expliqué qu'il n'était pas question de soutenir qui que ce soit uniquement parce qu'il est Maronite, lorsque la personne en question contredit nos valeurs et nos principes. Ce communautarisme libanais qui est en soi une richesse, devient profondément pervers.

Le combat doit donc se mener sur deux fronts : contre les armes du Hizbollah et contre la « bancocratie ». Cette dernière suppose des liens ambigus et problématiques entre le secteur bancaire et la classe politique. Certains sont tentés de considérer que le combat prioritaire doit être contre Hizbollah. Il suffit de rappeler que le principal allié du Hizbollah est Mr. Nabih Berri qui a sauvé la peau de Mr. Ryad Salamé à plusieurs reprises. Donc ce combat ne doit plus être mené sur deux fronts séparés. C'est un seul et

même combat pour la souveraineté, pour la réforme et pour une gouvernance véritablement moderne.

Les concessions sur l'implantation des réfugiés

Le problème de la dette est indissociable du problème de la souveraineté. Tous les pays qui se sont endettés aussi massivement que le Liban, ont fini par consentir à des abandons de souveraineté. Au Liban, ça a pris la forme d'un effondrement en 2019, ça aurait pu prendre d'autres formes. Le Liban sera probablement contraint à faire des concessions sur l'implantation des réfugiés palestiniens et syriens. Cela nous ramène au fait que dans les années 1990, on a cru un peu trop rapidement que les accords d'Oslo allaient entraîner une paix globale au Proche-Orient, et le Liban pouvait se permettre de s'endetter dans une optique qu'il pourrait être compensé généreusement par la communauté internationale. Mr. Rafic Hariri disait ça ouvertement. Ce n'était pas aussi simple qu'on ne le pense. Résultat : on s'est retrouvé endetté jusqu'au cou. La réforme commence par sortir du communautarisme; la religion doit redevenir une parole désarmée, pas un christianisme identitaire ou un Islam identitaire qui cherche à manipuler les hommes politiques et à alimenter les ressentiments contre les autres communautés.

Au Liban, on parle beaucoup de politiciens et très peu de politique publique. On a tendance à blâmer les puissances étrangères sans toutefois avoir le courage de se critiquer, quoique nous sachions à quel point nous avons souffert de la projection du conflit externe sur la situation interne conflictuelle. La situation actuelle est similaire à celle que le Liban a vécu durant la première guerre mondiale. Les circonstances géostratégiques jouent le rôle du blocus d'antan : les affrontements irano-saoudiens, irano-américains. L'épidémie prend la place de l'invasion des sauterelles. L'oligarchie libanaise, les financiers peu scrupuleux qui ont un sens très limité de l'intérêt général ont pris le rôle des

accapareurs qui avaient stocké les denrées alimentaires de base, la famine ayant obligé les libanais pauvres à vendre leurs terrains pour un morceau de pain.

Pour un nouveau contrat social

La priorité aujourd'hui est d'édifier un État souverain, impartial, suffisamment puissant pour faire régner la loi. Il serait illusoire de penser que l'État libanais désarme une milice qui dispose de 80.000 missiles et 100.000 soldats, si cet État est incapable de sanctionner quelques commerçants peu scrupuleux.

Les occupations sont des symptômes, le problème de fond est l'incapacité du Liban à édifier un État et une citoyenneté libanaise. Cet échec a encouragé la recherche des parrains au-delà de la frontière, et cela constitue un terrain fertile pour ceux qui profitent du système, qu'il s'agisse des puissances étrangères ou des élites libanaises préoccupées exclusivement par l'intérêt matériel. Notre système politique est à bout de souffle, il est profondément dysfonctionnel. Il faudrait se servir de cette crise pour repenser les institutions. C'est le moment où tous sont convaincus que le replâtrage serait sans résultat. Le Liban a besoin d'un nouveau contrat social qui assurerait une souveraineté pleine et entière, mais aussi d'une justice sociale et d'un développement économique. Tout ceci mène à un État civil, État de droit, suffisamment puissant, avec mécanisme de régulation des contre-pouvoirs qui malheureusement ont été domestiqués l'un après l'autre. L'indépendance de la justice doit être la pierre angulaire sur laquelle nous pouvons construire une nouvelle économie, une constitution financière, un nouveau contrat social et mettre fin à l'impunité.